

Pour une dissolution de l'Assemblée nationale

Une motion de censure, c'est du bidon. De l'agitation, qui demeure dans le ronron des institutions. Il nous faut exiger, dans l'immédiat, une dissolution de l'Assemblée nationale. Tant le fossé est grand, comme cause le président, entre "pays légal" et "pays réel". Et surtout, il nous faut unir les forces, pour vaincre Macron, dans la rue et dans les urnes...

Allons-y donc pour les motions de censure. On a signé, avec les autres, mais sans illusion : c'est du bidon. De l'agitation, qui demeure dans le ronron des institutions. Nous ferons, à coup sûr, de belles diatribes à la tribune, nous dénoncerons le "passage en force", le "LBD parlementaire", et d'autres formules mieux léchées encore, ironiques et véhémentes. Le Premier ministre donnera la réplique, et la majorité applaudira en cadence, puis se lèvera pour une standing ovation, avant de voter le rejet. Peut-être les médias évoqueront-ils "une ambiance électrique", mais qui y croit encore ? Qui croit encore à ce théâtre sans suspense ? Qui croit encore que la démocratie se passe ici ?

Un seul homme compte : le président.

La République, c'est lui.

La démocratie, c'est lui.

Le reste suit.

Cette réforme des retraites l'illustre, jusqu'à la caricature.

Le prince décide que les pensions des Français doivent passer à "la retraite par points". Il le fait seul contre des manifestations, à répétition, et plutôt massives. Il le fait seul contre les deux tiers des citoyens, qui s'y disent hostiles dans les sondages. Il le fait seul, contre les syndicats, et même contre le Medef, qui estime que "le calendrier n'est pas tenable". Il le fait seul contre le Conseil d'Etat, qui dans son avis juge "l'étude d'impact insuffisante", avec des "projection financières lacunaires", et qui conclut : "La situation est d'autant plus regrettable qu'il s'agit d'une réforme inédite depuis 1945 et destinée à transformer pour les décennies à venir une des composantes majeures du contrat social." Il le fait seul, enfin, contre la gauche, seul contre la droite, imposant à l'Assemblée une "procédure accélérée", puis coupant court aux débats par un 49.3. Tant il est assuré du soutien de sa majorité pléthorique, robots en pilote automatique.

Comme si le moment Gilets jaunes n'avait pas suffi.

Comme s'il n'était pas assez haï.

Il y a deux semaines à peine, devant ses députés, le président de la République prévenait les marcheurs du divorce entre "pays légal" et "pays réel". C'était un diagnostic assez juste : la majorité dans l'hémicycle n'est plus, et depuis longtemps, une majorité dans la nation. Ses élus sont décriés, leur légitimité s'est amenuisée, voire a disparu. Et malgré cette fragilité, malgré leur faiblesse, ils veulent imposer une réforme de cette ampleur ? C'est un fossé, désormais, qui s'est creusé avec les Français, un gouffre entre "représentants" et "représentés".

Comment répondre à cette crise ? De symboliques motions ne suffisent pas. Il nous faut exiger, dans l'immédiat, une dissolution de l'Assemblée nationale. Pour que le "pays réel" se dote d'un "pays légal" davantage à son image, que les électeurs se reconnaissent dans leurs élus, même imparfaitement. Sans cette réponse, c'est la démocratie qu'on abîme, qu'on rend détestable, parce qu'on la confond avec son simulacre.

D'urgence, donc, à l'évidence, une dissolution.

Et que dans la foulée, on renouvelle son rôle, qu'on coupe le cordon, la laisse, entre l'Élysée et l'Assemblée.

Juste à côté de l'hémicycle, ses jardins abritent la statue de Montesquieu, l'homme de la séparation des pouvoirs, l'homme qui déclarait : *"Lorsque, dans la même personne, la puissance législative est réunie à la puissance exécutive, il n'y a point de liberté... C'est une expérience éternelle, que tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser : il va jusqu'à ce qu'il trouve des limites..."*. Cent fois par jour, le philosophe doit se retourner dans sa statue ! Car tel est bien notre régime : une toute-puissance de l'exécutif, qui écrase le législatif. Avec des débats qui, comme le résume le constitutionnaliste Jean-Claude Colliard, se réduisent à un *"habillage démocratique"*. Emmanuel Macron ne se donne même plus la peine de cet habillage, il est vrai, de ces faux-semblants...

De la colère et du dégoût, les Français éprouvent cela. De la colère envers un Président des riches, qui se soucie de ses amis financiers, de Axa et Blackrock, des mécènes de sa campagne, plus que du taux de pauvreté chez les personnes âgées. Du dégoût envers cette *"monarchie absolue renouvelable tous les cinq ans"*, envers ces institutions qui laissent un homme, un homme seul, décider pour tous et contre tous.

Cette colère, il nous faut la muer en détermination. Ce dégoût, il nous faut le transformer en enthousiasme. Pour qu'en plus de cosigner une motion, la gauche offre une issue politique, progressiste, à cette impasse. Pour battre Emmanuel Macron, pour le débarquer de l'Élysée.

Toutes nos forces, toute notre volonté, doivent désormais être unies, concentrées, dans ce seul but : vaincre Macron dans la rue et dans les urnes.